

Brochure n° 3325

Convention collective départementale

IDCC : 2489. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
ET ASSIMILÉES DE LA VENDEE**

AVENANT DU 30 JUILLET 2009
À L'ACCORD DU 25 MARS 2008 RELATIF À LA PRÉVOYANCE
NOR : *ASET0950960M*
IDCC : *2489*

Les parties signataires, souhaitant clarifier les modalités d'application du régime de prévoyance mis en place par l'accord du 25 mars 2008, ont décidé, par le présent avenant interprétatif, de compléter l'accord précité comme suit :

Article 1^{er}

L'article 2 de l'accord du 25 mars 2008 est rédigé comme suit :

« Le présent accord s'applique en faveur des mensuels ayant au moins 1 an d'ancienneté dans l'entreprise et qui ne bénéficient pas de la cotisation prévue à l'article 7 de la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947.

Pour l'application du présent accord, la condition d'ancienneté de 1 an est réputée acquise à compter du premier jour du mois suivant la date anniversaire d'ancienneté du salarié. Si cette date anniversaire d'ancienneté du salarié est le premier jour du mois civil, la condition d'ancienneté de 1 an sera réputée acquise à compter du premier jour dudit mois civil. »

Article 2

L'article 3 de l'accord du 25 mars 2008 est rédigé comme suit :

« L'employeur consacrera au régime de prévoyance, pour chaque salarié visé à l'article 2 du présent accord, au minimum une cotisation forfaitaire annuelle de 46,20 € pour une année complète de travail.

Elle sera réduite *pro rata temporis* pour les salariés soumis à un horaire de travail effectif inférieur à la durée légale du travail, ainsi que pour ceux dont la condition d'ancienneté a été remplie en cours d'année ou dont le contrat de travail a pris fin en cours d'année.

Pour les salariés dont le salaire est déterminé en pourcentage du SMIC ou du TEGA, le montant de la cotisation forfaitaire annuelle à la charge de l'employeur sera calculé dans la même proportion que le pourcentage appliqué au SMIC ou au TEGA.

L'employeur répartira mensuellement cette cotisation forfaitaire.

En contrepartie de sa participation, l'employeur mettra en place un régime de prévoyance couvrant le risque incapacité de travail et/ou invalidité.

En cas d'augmentation du montant des cotisations imposées par l'organisme prestataire, l'employeur pourra ajuster les prestations afin qu'elles correspondent à sa participation financière obligatoire telle que définie ci-dessus, sous réserve du respect du principe de cofinancement à parts égales entre le salarié et l'employeur. »

Article 3

L'article 4 de l'accord du 25 mars 2008 est rédigé comme suit :

« Chaque salarié bénéficiaire défini à l'article 2 du présent accord consacrera au financement du risque décès (capital décès et/ou rente éducation) au minimum une cotisation forfaitaire annuelle de 46,20 € pour une année complète de travail.

Elle sera réduite *pro rata temporis* pour les salariés soumis à un horaire de travail effectif inférieur à la durée légale du travail, ainsi que pour ceux dont la condition d'ancienneté a été remplie en cours d'année ou dont le contrat de travail a pris fin en cours d'année.

Pour les salariés dont le salaire est déterminé en pourcentage du SMIC ou du TEGA, le montant de la cotisation forfaitaire annuelle à la charge du salarié sera calculé dans la même proportion que le pourcentage appliqué au SMIC ou au TEGA.

L'employeur précomptera mensuellement cette cotisation forfaitaire.

En cas d'augmentation du montant des cotisations imposées par l'organisme prestataire, l'employeur pourra ajuster les prestations afin qu'elles correspondent à la participation financière obligatoire du salarié telle que définie ci-dessus, sous réserve du respect du principe de cofinancement à parts égales entre le salarié et l'employeur. »

Article 4

L'article 5 de l'accord du 25 mars 2008 est rédigé comme suit :

« La cotisation forfaitaire annuelle à la charge de l'employeur définie par le présent accord s'imputera sur toute cotisation affectée par l'employeur à un régime de protection sociale supplémentaire quel qu'il soit, existant dans l'entreprise (exemples : régime de prévoyance et/ou un régime de complémentaire santé et/ou un régime de retraite supplémentaire et/ou plan d'épargne retraite collectif [PERCO], etc.).

Tout employeur participant au financement d'un ou de plusieurs de ces régimes de protection sociale supplémentaire à la date d'effet du présent accord pour un montant au moins égal à celui défini à l'article 3 ci-dessus sera réputé satisfaire aux obligations définies par le présent accord dans son ensemble, que le salarié adhère ou non, ou qu'il participe ou non au régime existant dès lors que celui-ci revêt un caractère obligatoire. L'employeur et le salarié seront alors dispensés de verser la cotisation forfaitaire fixée aux articles 3 et 4 du présent accord. »

Article 5

Le présent avenant a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 du même code.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 30 juillet 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UIMV.

Syndicats de salariés :

CGT-FO ;

CFTC.